

Jan Jambon (N-VA)

«Déployer des militaires, ce n'est pas un hobby»

LES PHRASES CLÉS

«On ne doit pas laisser ces individus **diriger nos vies.**»

«Je pense que Salah Abdeslam bénéficie d'un certain soutien. **Oui, cela m'inquiète.**»

«**Tous les gens qui habitent Molenbeek ne sont pas repris dans le registre de la population!**»

«A-t-on **trop désinvesti dans les services de sécurité?** Oui, c'est vrai.»

Mesures de sécurité, Molenbeek, Sûreté de l'État, le ministre de l'Intérieur revient sur les dossiers chauds.

INTERVIEW
BENOÎT MATHIEU

Quelque part, il aura été entendu. *«J'espère que l'on pourra descendre le niveau de menace le plus tôt possible, même si je n'ai aucune influence sur cette décision»*, nous confiait un Jan Jambon (N-VA) assez dé-tendu jeudi midi. Le ministre de l'Intérieur n'espérait sans doute pas être exaucé si pres-tement. Quelques heures plus tard, l'Ocam relâchait d'un cran la pression sécuritaire sur Bruxelles, en faisant retomber son ther-momètre d'alerte au niveau trois. Pas de quoi entamer la gigue non plus, puisque la menace reste «possible et vraisemblable».

Jan Jambon, n'en fait-on pas trop en termes de mesures de sécurité? Au risque de gé-nérer un sentiment d'anxiété inutile?

Je suis content de pouvoir répondre à cette

question plutôt qu'à celle-ci: n'aurions-nous pas dû mieux nous protéger? Passer au niveau ultime d'alerte, déployer des militaires en rue, établir des priorités dans les tâches de la police et se poser des questions comme: «Doit-on maintenir la campagne de prévention BOB?», ce n'est pas un hobby des autorités.

Certaines mesures ont suscité l'incompréhension. Comme la réouverture des écoles alors que le niveau de menace était toujours à son maximum à Bruxelles.

Les écoles ont rouvert deux jours après avoir fermé leurs portes. Tout comme le métro. Mais avec le renfort de 200 militaires dans le métro et 300 policiers pour les écoles. C'est à ces conditions seulement qu'il a été décidé de rouvrir. Et avec un niveau d'alerte trois dans tout le pays et quatre à Bruxelles, la police et tous les services avaient besoin d'une poignée d'heures pour fournir ces efforts supplémentaires. Là voilà, la raison.

Quel est le message à adresser à la population? Pouvez-vous dire à présent qu'il ne faut plus être inquiet ou bien, au contraire, que l'inquiétude est toujours de mise?

Je ne dis jamais que les gens peuvent être en sécurité à 100%. Jamais. Je dis par contre qu'il ne sert à rien de paniquer et qu'il faut ouvrir les yeux, être attentif.

Les gens doivent-ils modifier leurs comportements ou vivre «normalement»?

Les gens, cela n'existe pas. Je connais beaucoup de gens qui ne vont plus au cinéma, et j'en connais d'autres qui vont justement au cinéma. Moi j'étais invité pour la «Night of the Proms», à Anvers, alors qu'il y avait beaucoup de boulot ici. J'ai décidé d'y aller quand même, même si j'étais en retard. C'est une forme de *statement*. On ne doit pas laisser ces individus diriger nos vies. En sachant que tous les moyens possibles sont mis en place pour maximiser la sécurité; les deux vont ensemble.

Avec tous ces efforts, comment peut-on expliquer que des suspects soient encore en cavale?

Il faut demander cela au parquet fédéral, qui dirige l'enquête. Mais on ne chasse pas seulement Salah Abdeslam, on maintient aussi l'ordre public. D'un côté, on protège les citoyens et les institutions. Et de l'autre, il y a l'enquête et les perquisitions. Je sais que le parquet fait tout ce qui est en son pouvoir pour arrêter les suspects. Mais vous devez vous rendre compte qu'il s'agit de tout un réseau. Et oui, c'est quelque chose qui m'intrigue: comment Salah Abdeslam peut-il être

en fuite depuis plus de dix jours? Cela veut dire, je pense, qu'il bénéficie d'un certain soutien. À Molenbeek ou je ne sais où.

Cela vous inquiète qu'il puisse ainsi rester sous les radars?

Cela m'inquiète que quelqu'un qui est complice d'une telle bestialité puisse bénéficier de la clémence d'une petite partie de notre société. Et sur de l'aide, du soutien. C'est inacceptable. Oui, cela m'inquiète.

Pas mal de suspects figuraient sur une liste de gens supposés radicalisés et donc dangereux. Et cela n'a rien empêché.

Ces listes comptent plusieurs centaines de personnes. On ne peut avoir l'œil sur elles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. C'est tout simplement infaisable. Même les États-Unis ne le font pas. C'est aussi inutile. Parce qu'il y a des gradations dans le danger qu'ils représentent. Ce qu'il faut faire, c'est renouveler régulièrement les analyses, pour voir si des gens n'ont pas changé de catégorie. Quelqu'un qui n'est pas considéré comme dangereux actuellement peut en quelques mois grimper de deux ou trois échelons. Il faut donc ne pas perdre le contact. C'est cela qui doit être amélioré. Ce qui va changer, c'est que d'ici la fin de l'année ou le début de l'année prochaine, on va disposer d'une base de données dynamique à laquelle tous les services de sécurité auront accès. C'est évidemment la question: pourquoi cela n'existe-t-il pas déjà?

Quel est, selon vous, l'objectif d'attaques comme celle de Paris?

La déstabilisation de nos sociétés. Instaurer la peur. Développer un terrain propice afin d'implanter leur idéologie. Mais ce n'est pas ce qui va se passer. Bien sûr, cela génère énormément de détresse humaine et il est de notre responsabilité de veiller à ce que cela ne se produise pas. Mais cela ne déstabilise ni notre société, ni notre modèle en tant que démocrates, ni nos valeurs. Au contraire, je vois que cela rassemble les gens. Prenez la semaine dernière, jeudi, au Parlement. La solidarité entre tous les partis, même sur les mesures présentées par le gouvernement! Pas sur tous les détails mais en tout cas sur la direction que nous voulons prendre.

Depuis, les jeux politiques ont repris...

Bien sûr, le jeu politique revient. Au Parlement, il y a eu un *momentum*, tout le monde a soutenu les mesures du gouvernement. Quand on déposera les textes de loi, les détails seront discutés. Mais cela n'est pas grave, c'est le fonctionnement de nos démocraties.

La N-VA elle-même n'a-t-elle pas torpillé

cette belle «union nationale» en signant une carte blanche qui chargeait d'«islamo-socialisme»?

C'est ce que je disais. Après le moment de grâce, la démocratie et la politique se remettent en marche. Et avec elles, la liberté d'expression. On ne va pas dire, parce qu'on est attaqués, que tout le monde doit se taire.

La presse étrangère, elle, ne se tait pas et mène une attaque en règle contre la Belgique. On parle de «Belgistan» et d'un «failed state». Nos services de sécurité sont-ils si nuls que ça?

Je nie totalement le fait que nos services de sécurité ne fonctionnent pas correctement. En janvier, après l'opération à Verviers, nous étions les héros mondiaux et dix mois plus tard, les mêmes personnes ne valent plus rien? C'est n'importe quoi. Les services d'information ne se limitent pas au territoire; les attentats à Paris, aucun service ne les a vus venir.

Et tous ces regards tournés vers Molenbeek, sorte de «base arrière du djihadisme», c'est justifié?

En ce qui concerne Molenbeek, et certains autres quartiers à Bruxelles, il y a des faits qui ne sont pas contestables: nous avons près de 130 personnes revenant de Syrie, dont environ 80 issus de ces quartiers. Le modèle d'intégration dans certaines parties de Bruxelles n'a pas du tout fonctionné. Et nous en payons à présent l'addition.

C'est, selon vous, le résultat d'un laxisme politique?

Nous avons à présent la responsabilité de gérer la situation actuelle. Nous allons le faire. Cela n'a pas beaucoup de sens de dire «Si seulement on avait fait ceci ou cela».

Comment comptez-vous gérer la situation?

Il n'existe pas de mesure miracle. C'est plutôt toute une approche coordonnée, avec des choses qui peuvent être implémentées assez vite et d'autres qui vont prendre des années. Il faut travailler ensemble, sur tous les niveaux: la commune, la zone de police, la Région et

le Fédéral. Tous doivent collaborer, chacun avec ses compétences. À court terme, on doit mettre de l'ordre dans le chaos. Madame la bourgmestre a changé, selon moi, l'approche à Molenbeek. Ils ont pris de bonnes mesures mais cela prend du temps.

Comme?

L'approche de la police est un peu plus ferme. Et il paraît, Françoise Schepmans m'a expliqué cela, que l'administration ne sait pas qui vit dans la commune! Tous les gens qui y habitent ne sont pas repris dans le registre de la population. Pour moi, c'est un élément de base, d'un point de vue sécuritaire, que l'on sache qui réside sur le territoire. Il y a des constructions en intérieur d'îlot qui ne sont pas connues, ni enregistrées. Ça, ce sont des choses que l'on doit faire très vite. Je sais que

la bourgmestre y travaille et je la soutiens. Autre exemple: être avec la police dans les quartiers. Pas pour être violents, mais pour être proche des gens, savoir ce qui se passe. Et c'est vrai, la zone de police m'a expliqué qu'ils ont 120 policiers en moins que ce que le cadre prévoit; ils demandent du support. Il va falloir examiner ce qui s'est passé.

Et à plus long terme?

Je pense à l'urbanisme, la croissance économique. Je ne pense pas que ceux qui travaillent posent problème. Ce sont plutôt les jeunes qui ne voient pas d'avenir, ni de chance pour eux. Le chômage à Molenbeek, pour les jeunes, c'est énorme! Mais ça, ça ne se fait pas en un claquement de doigts. Ça prend du temps, mais on doit le faire. Ensemble: local, Région et Fédéral.

Le gouvernement veut placer en prison tous ceux qui rentrent de Syrie. Une bonne idée, alors que certains rentrent parce qu'ils sont dégoûtés et que les autres sont radicalisés? Et que les prisons sont pointées du doigt comme «usines à radicalisation»? Avec une question, vous posez trois problèmes; c'est efficace. Un, moi je trouve que tout le monde qui rejoint l'Etat islamique en Syrie doit être puni. Deux, c'est vrai, dans ceux qui reviennent, il y a deux écoles. Ceux

qui sont dégoûtés de ce qu'ils ont vu, je suis convaincu qu'on peut facilement les «récupérer» et les inclure dans un système de déradicalisation. Mais ils doivent aussi être punis – et peut-être, participer à un plan de déradicalisation dans les écoles peut faire partie de leur punition. Et puis, il y a ceux qui reviennent avec une mission. Ce sont des dangers. On doit sécuriser notre société contre eux et là on dit: en prison.

Au risque de radicaliser d'autres détenus?

Non, c'est le troisième point. À la Justice, mon collègue Koen Geens avance bien dans son plan pour la déradicalisation des prisons. Il a défini deux prisons, avec des ailes spécifiques pour les extrémistes violents. Là, c'est à eux, ils peuvent se mettre ensemble. Et il est aussi en train d'engager beaucoup plus d'inams pour accompa-

gner les jeunes qui sont en prison et dont on pense qu'ils sont en danger de radicalisation.

Le gouvernement a débloqué 400 millions pour les services de sécurité. Mais les syndicats policiers se plaignent depuis longtemps du manque de moyens, par exemple à la police fédérale. Et qu'il faudrait plus que cela.

A-t-on trop désinvesti dans les services de sécurité? Oui, c'est vrai. Je l'ai vu dès que je me suis rendu sur le terrain. Par exemple lors d'une visite auprès des forces spéciales ou la *computer crime unit*. On a pris des mesures.

Le gouvernement n'a-t-il pas aggravé la situation avec ses économies linéaires un peu partout?

Non, parce qu'il y a une différence entre des mesures structurelles, comme la réorganisation de processus, et le désinvestissement dans le personnel ou le matériel. C'est pour contrer ce désinvestissement que le gouvernement a déjà mis 200 millions sur la table. Et l'année prochaine, on libère 400 millions. C'est vrai que quand j'ai visité les forces spéciales, ce que j'ai vu là-bas, j'étais gêné, vraiment gêné. Les armes dont elles disposent sont arrivées il y a huit ans des Pays-Bas qui les déclassaient après dix ans d'utilisation! C'est pour cela qu'on a libéré ce budget. Mais entre le moment où on libère un budget et le moment où on peut fournir le premier fusil, cela prend un temps fou. Vraiment fou. Mais bon, maintenant, les marchés sont attribués et on passe les commandes.